

### *Les crédits*

personnes essaient de faire du Parti libéral du Canada le protecteur des intérêts provinciaux.

En fait, comme mon collègue l'a mentionné, le Parti libéral du Canada est tout à fait disposé à prendre la défense des Canadiens, où qu'ils soient et indépendamment de leur allégeance politique.

Il y a lieu de noter que les auteurs de cette motion ont pris bien soin d'oublier de mentionner ce qui s'est passé lors de la conférence des premiers ministres, qui s'est tenue en février et qui réunissait tous les premiers ministres des provinces ainsi que le premier ministre du Canada. Le chef du Parti libéral du Canada n'était pas présent à cette occasion, mais celui-ci avait déjà clairement dit qu'il était très en faveur de l'accès universel aux soins de santé. Bref, tous les premiers ministres étaient présents et ils ont tous convenu d'examiner le régime d'assurance-maladie du Canada. Ce n'est qu'après cette conférence que les premiers ministres provinciaux néo-démocrates se sont manifestés en disant: «Devinez quoi? Nous n'avons pas aimé le résultat des discussions. Ce résultat n'est pas à notre avantage; par conséquent, nous avons redécouvert que nous étions en faveur de l'universalité des soins de santé. Nous ne croyons pas aux frais d'utilisation. Nous ne croyons à aucune forme de restriction.» Pourtant, ceux-ci y croyaient beaucoup lorsqu'ils sont arrivés à cette conférence et qu'ils ont accepté ce point à l'ordre du jour. Nous n'étions pas là mais vos représentants étaient présents.

• (1250)

Mon collègue de Saint-Boniface a apporté une contribution très importante au débat. Est-ce que mon collègue aurait l'obligeance de répéter, pour la gouverne des auteurs néo-démocrates de la motion, que nous sommes ici pour discuter de questions de fond, et aurait-il l'obligeance de les informer de ce que nous entendons par des questions de fond?

**M. Duhamel:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue pour ses commentaires et ses questions.

J'aimerais faire valoir trois points. Si mes collègues néo-démocrates veulent vraiment être justes, comme ils le prétendent, ils reconnaîtront que le chef du Parti libéral du Canada s'est porté publiquement à la défense du principe de l'universalité.

J'aimerais que l'un d'entre eux l'admette.

Deuxièmement, je m'offusque de la façon dont on manipule les données, notamment en ce qui concerne le Québec. Veuillez m'écouter. Vous n'avez qu'un représentant, et je peux vous dire que votre situation ira en empirant.

Je voudrais vous lire un extrait d'un document. Dans sa motion, le NPD critique le Québec, l'accusant d'avoir l'intention d'imposer des frais modérateurs. A-t-il raison

de critiquer ainsi le Québec? Je serais, moi-même, très inquiet si le gouvernement québécois décidait de prélever des frais modérateurs, mais mon collègue de Winnipeg-Nord a signalé qu'il s'abstenait de se prononcer sur cette question.

Permettez-moi de citer un extrait du rapport que le gouvernement du Québec a publié en 1989 sur la santé et le bien-être des Québécois. On y dit: «Certains avantages généralement associés au ticket orienteur sont surtout théoriques, et cette formule comporte des désavantages considérables qui l'emportent sur les avantages.»

Le gouvernement du Québec conclut, et je cite: «Par conséquent, on ne peut considérer le recours au ticket orienteur comme une source de financement acceptable, et le ministère préfère chercher d'autres sources de revenu.»

Si le porte-parole du NPD en matière de santé avait pris la peine de lire ce rapport, il n'aurait pas porté de jugement aussi hâtif et prêté de mauvaises intentions au gouvernement du Québec. Nous avons là un autre cas flagrant du cynisme politique dont nous sommes constamment témoins.

Revenons-en à la question qui est fort simple. Un certain nombre de changements sont dans l'air. J'ai déjà dit que, entre 1986 et 1995, les transferts au chapitre de la santé et de l'éducation auront diminué de 30 milliards de dollars. De cette somme, environ 20 milliards de dollars auraient dû être consacrés à la santé. Les provinces doivent surmonter cet important problème et essayer de s'adapter à la situation.

J'ai parlé des changements démographiques. L'espérance de vie de la population est maintenant plus élevée. Il y a davantage de personnes âgées. Quand les gens vivent plus longtemps, ils ont normalement besoin de plus de soins de santé. Comme ils sont de plus en plus renseignés sur les soins disponibles, ils demandent, veulent et exigent de meilleurs soins de santé.

Ces divers facteurs entrent en ligne de compte.

Que faut-il faire? Au lieu de nous montrer mesquins et de nous accuser mutuellement, il faut surmonter les problèmes fondamentaux.

Où allons-nous trouver des infirmières et des médecins pour les petites localités et les régions isolées? Comment allons-nous dispenser les soins de santé dont les Canadiens ont besoin? Voilà ce sur quoi devrait fondamentalement porter ce débat.

Comme je l'ai dit à la fin de mes observations, j'espère que, durant le reste de la journée, les néo-démocrates s'emploieront à trouver des solutions au lieu de faire de la politiciannerie parce qu'il se trouve qu'ils sont moins populaires que les libéraux d'après les sondages. Ils viennent de réaliser que nous sommes leurs principaux rivaux politiques.